

## ***LES VOYAGES PRÉSIDENTIELS FRANÇAIS EN AMÉRIQUE LATINE***

***OPALC Working Paper n°3, février 2019***

BONO Elio

Les voyages présidentiels font aujourd'hui partie intégrante de la fonction de Président de la République. À l'heure où les traités internationaux sont toujours plus nombreux et à l'heure où les partenaires économiques de la France se multiplient, il semble peu concevable d'imaginer un Président de la République Française rester sur le sol français durant tout son mandat. Au 1er septembre 2018, Emmanuel Macron avait effectué 53 voyages présidentiels et parcouru plus de 220 000 kilomètres depuis le début de son mandat<sup>1</sup>.

Il existe plusieurs types de voyages présidentiels. Comme l'explique l'ancien chef du Protocole Paul Poudade<sup>2</sup>, ils se déclinent en quatre types. Leur classement est gradé selon leur importance et le statut des personnalités qui y prennent part. Ainsi, un voyage peut être privé, de travail, officiel ou d'État. C'est cette dernière qui nous intéresse le plus dans notre cas car elle concerne la visite du chef d'État d'un pays dans un autre État.

L'analyse de ce sujet porte d'une manière plus globale sur les relations entre la France et l'Amérique Latine. « *Angle mort de la politique étrangère française* » pour Maurice Weiss, la région a connu un traitement inégal selon les Présidents de la République en poste. Ceci se reflète dans leurs visites d'État. Si François Hollande s'est distingué comme le président le plus actif dans ses relations avec l'Amérique Latine, d'autres comme Georges Pompidou ou Valéry Giscard d'Estaing n'y accordent pas beaucoup d'importance. La ligne suivie par la politique étrangère française en Amérique Latine change suivant les volontés des présidents mais aussi et surtout en fonction du contexte international. L'Amérique Latine n'est ainsi pas considérée comme une priorité, et peu nombreux furent les chefs d'État ayant souhaité la hisser au rang d'acteurs majeurs de la politique étrangère française.

En outre, nous allons nous intéresser au long de ce travail à l'évolution structurelle et objective des visites d'État en Amérique Latine. Ainsi, nous aborderons à la fois la forme des voyages en tenant compte de l'évolution des durées ou des invités des présidents respectifs, mais également le fond des voyages en nous concentrant sur leurs objectifs diplomatiques, politiques, économiques ou culturels. Cette analyse nous permettra de répondre à la question suivante : Comment l'évolution des voyages présidentiels français en Amérique Latine illustre-t-elle les différentes phases de relation franco-latino américaines ?

Deux ouvrages bien précis traitent de la question : De Gaulle et l'Amérique Latine (Maurice Vaïsse, 2014) et François Mitterrand et l'Amérique Latine (Alain Rouquié, 2016). Ces deux livres abordent entre autres les différents voyages effectués par ces deux présidents de la V<sup>e</sup> République en Amérique Latine, nous nous sommes appuyés dessus pour construire notre travail. De plus et considérant un

manque marquant de littérature à ce sujet, nous avons consulté de nombreux articles d'époque des journaux d'informations *Le Monde*, *Libération* ou encore *Le Figaro*. D'autres sites internet répertoriés dans les notes de bas de page ainsi que dans la bibliographie nous ont grandement aidé.

Nous avons décidé d'adopter une démarche chronologie et comparative. Ce choix s'explique par une logique simple qui permet de pouvoir comparer dans le temps les différents voyages. De plus, elle permet de clarifier et de faciliter la lecture du travail. Tout au long du développement seront ainsi inscrit des outils de comparaison et d'analyse des changements, avant de retrouver une synthèse générale au sein de la conclusion.

### **Charles De Gaulle, le précurseur**

La politique étrangère de Charles de Gaulle vis-à-vis de l'Amérique Latine était elle marquée par une volonté très étroite de coopération. S'il est difficile de déterminer l'origine précise de son intérêt pour l'Amérique Latine, il est en revanche certain que la Seconde Guerre Mondiale n'y est pas étrangère. Malgré un premier conflit mondial au cours duquel l'Amérique Latine joua un rôle marginal, le continent a eu une importance toute particulière dans la victoire de 1945. En effet, ce fut en Amérique Latine que s'implantèrent les premiers comités de la France libre, faisant directement écho à l'appel du 18 juin du Général de Gaulle à Londres, et de nombreux hommages eurent lieu, comme en Uruguay<sup>1</sup>.

Ainsi, il semble logique que l'attrait de Charles de Gaulle pour l'Amérique Latine émane de cet épisode au cours de la Seconde Guerre Mondiale. C'est peut-être en guise de remerciement que le premier Président de la V<sup>e</sup> République entrepris deux voyages d'une envergure inégalable sur le continent au cours de l'année 1964.

De Gaulle choisit dans un premier temps le Mexique, répondant favorablement à l'invitation du président Lopez Mateos qu'il avait lui-même invité un an plus tôt. Son arrivée à Mexico le 16 mars 1964 est triomphale. Un journal télévisé de l'époque relate la présence de près de 800 000 personnes sur les huit kilomètres reliant l'aéroport de la place centrale<sup>2</sup>.

Le contexte de sa visite est somme toute assez ambigu, et explique l'engouement qu'elle suscite. En effet, l'année 1964 est marquée par un rapprochement des relations entre le Mexique et les États-Unis. Le président Johnson se rend à trois reprises sur le sol mexicain. Si la venue du président français n'a rien d'une menace à proprement parler, les États-Unis voient d'un mauvais oeil l'intérêt que la France porte à l'Amérique Latine. *L'Amérique aux Américains* disait Monroe en 1823, cette doctrine semble alors s'affaiblir : les États Unis ne disposent plus du monopole sur ses voisins du Sud et voient la concurrence d'une autre grande puissance mondiale émerger<sup>3</sup>

La visite de De Gaulle est la première d'un chef d'État européen au Mexique, ce qui explique d'une part la réaction du peuple mexicain. À l'heure où la notion de « tiers-monde » fait son apparition dans le vocabulaire courant pour définir les États « *sous développés* » qui n'appartiennent pas aux « *deux mondes en présence* » (les blocs de l'Ouest et de l'Est), c'est avec une satisfaction immense que le Mexique accueille le président de la France. Le premier jour de sa visite, De Gaulle a prononcé un discours

---

1. Infographie sur le site *Les Échos*

2. Émission *L'atelier du pouvoir*, le 13 mai 2015 sur France Culture

1 : VAÏSSE M., *De Gaulle en Amérique Latine*, p.45

2 : Journal télévisé de l'ORTF, 16 mars 1964

3 : VAÏSSE M., *De Gaulle en Amérique Latine*, p.117

mémorable, appelant la France et le Mexique à marcher « *la mano en la mano* ». Cette allocution appelle à la coopération entre les deux États, et vient s'inscrire dans la lignée d'une conférence de presse qu'avait donnée De Gaulle le 31 janvier 1964, au cours de laquelle il avait déclaré : « *La coopération a des buts très élevés et des motifs très forts, et c'est par là qu'elle dépasse le cadre africain. Par cette voie, la France peut se porter vers d'autres peuples, qui dans d'autres continents accomplissent leur développement et sont plus ou moins avancés à cet égard.* »

Une fois de plus, la volonté du Président de la République d'accompagner les États du tiers-monde dans leur développement est manifeste, et cette première visite au Mexique va dans ce sens. De Gaulle se rend à la colonne de l'Indépendance, prononce un discours devant le Congrès puis rend visite à des étudiants de l'Université de Mexico. À son retour en France, un communiqué est publié par l'Élysée montrant la réussite de cette visite d'État et promettant de continuer sur cette voie de la coopération<sup>1</sup>.

Cette dernière se vit renforcée six mois plus tard par la tenue d'un deuxième voyage sur le continent. Quelques semaines après être rentré du Mexique, De Gaulle envoie une lettre aux chargés de poste en Amérique Latine dans laquelle il indique : « *Je voudrais visiter l'Amérique latine tout entière, et je voudrais le faire cette année. Je sens qu'il est bon que je le fasse, et au-delà de cette année, je ne puis plus répondre de moi-même ni d'ailleurs de rien du tout.* » C'est ainsi que le Général décide de réaliser un voyage d'une ampleur tout à fait exceptionnelle, inimaginable aujourd'hui. Du 21 septembre au 16 octobre, il visite dix États latino-américains : le Venezuela, la Colombie, l'Équateur, le Pérou, la Bolivie, le Chili, l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay et le Brésil. De Gaulle parcourt près de 32 000 kilomètres et prononce plusieurs dizaines de discours en français mais également en espagnol.

Peu avant de quitter le sol français, il adresse une lettre à son premier ministre Michel Debré, indiquant aller en Amérique Latine « *sans programme diplomatique bien précis mais en quelque sorte instinctivement* », avant d'ajouter : « *Peut-être est-ce important. Peut-être est-ce le moment* ». Le président français se rend en visite sur le continent plus par intuition, par volonté personnelle pense-t-on alors. Pour autant, il est évident que réaliser un périple aussi long sans réelle ligne de conduite semble démesuré. Et pour cause, la visite du Général De Gaulle était d'une importance capitale pour la France.

En voyageant en Amérique Latine, De Gaulle se fixe les mêmes objectifs qu'au Mexique, mais à une échelle plus large. Il souhaite ainsi achever l'expansion des valeurs transmises lors de son premier séjour à tout le continent. En premier lieu, le Général tente d'implanter ses idées de « rejet des hégémonies », qu'elles soient états-unienne ou soviétique. Après les avoir critiqué et dénoncé, De Gaulle propose que la France et l'Amérique Latine « *unissent leurs efforts pour surmonter ce danger* »<sup>2</sup>. En revanche, De Gaulle prend des précautions toute particulières en ne nommant à aucune reprise l'Union Soviétique et les États-Unis dans ses allocutions. Cette tentative de transmission d'une idée phare de la politique extérieure du Président de la République s'avère être un échec. En effet, et si De Gaulle juge le rejet des hégémonies indispensable pour acquérir une totale indépendance, les États latino-américains dépendent trop des États-Unis pour pouvoir disposer d'eux-mêmes sans aucune intervention de leur voisin du Nord.

Les présidents péruviens, vénézuéliens, colombiens et équatoriens ont également tenu à rappeler la prépondérance de leurs relations avec les États-Unis au cours de la visite du général De Gaulle<sup>3</sup>. Ainsi, ce dernier ne sera pas parvenu à convaincre les États latino-américains de rompre leurs liens avec les hégémonies. En parallèle, le général tente d'inculquer aux États visités le thème de la latinité, commun à l'Amérique Latine et à la France. Le président insiste sur les valeurs « chrétiennes » que comporte la

---

1. *Le Monde*, 20 mars 1964

2. VAÏSSE M., *De Gaulle et l'Amérique Latine*, p.117

latinité. À Quito comme dans la plupart des villes visitées, il prononce un discours montrant les liens existants grâce à cette latinité. Seulement là aussi, ce thème abordé ne fait pas l'unanimité en Amérique Latine. Tout d'abord, il existe une sorte de contradiction dans le discours de De Gaulle : lui qui se veut défenseur des nations récemment indépendantes et principal artisan de la décolonisation ramène subitement l'Amérique Latine à son passé colonial. Cette maladresse du général ne fait pas que des heureux sur le continent, et l'on observe au cours de ses visites suivantes que la latinité est beaucoup moins présente lors de ses autres prises de parole. Une fois de plus, le thème de la latinité faisait office d'attaque déguisée contre les États-Unis. Seulement et comme nous l'avons vu précédemment, les États latino-américains n'étaient pas prêts à couper les ponts avec la superpuissance états-unienne.

Surtout, l'utilisation de la latinité intervient n'est pas stratégique dans ce contexte. En effet, c'est à cette période que la mixité des sociétés du continent est enfin assumée par les élites dirigeantes. Matthieu Trouvé indique ainsi que les dirigeants mexicains « *redécouvrent leur passé indien* »<sup>1</sup> alors que dans le même temps, le Brésil remporte une seconde Coupe du Monde consécutive grâce à des joueurs noirs comme Pelé ou Didi. Le tropicalisme qui naîtra quelques mois plus tard en réaction à la dictature militaire découle d'ailleurs de ce même sentiment, qui est donc contraire à la latinité.

Ce rejet des hégémonies et cette volonté de célébrer une latinité commune laisse à penser que le général De Gaulle voulait instaurer une sorte de troisième voie en Amérique Latine. Si ce terme n'apparaît à aucun moment dans ses discours, il n'est pas impossible que le président français y ait pensé au moment de sa visite. Ce terme provient du général Juan Domingo Peron, lequel souhaitait que l'Amérique Latine fasse part de sa neutralité en rejetant à la fois le communisme et le capitalisme. En Argentine, nombreux furent les péronistes souhaitant voir De Gaulle expliciter la théorie de la troisième voie. De grandes manifestations eurent ainsi lieu au moment de sa venue à Buenos Aires<sup>5</sup>, peut-être de manière à l'influencer pour qu'il y fasse référence. Des slogans tels que « *De Gaulle, Perón, tercera posición* » émanent de ces regroupements.

Au cours de cette visite d'État, De Gaulle a rencontré toutes sortes de dirigeants politiques, et notamment des chefs de régimes autoritaires. Sa rencontre avec la paraguayen Stroessner fit notamment couler beaucoup d'encre, le général fut alors accusé de légitimer la dictature militaire qui dure depuis dix ans. Ce dernier n'hésite d'ailleurs pas à qualifier son hôte de *caudillo* devant le peuple paraguayen, et le nouveau bain de foule offert à De Gaulle est une aubaine pour la propagande du régime militaire. En parallèle, la visite rendue au maréchal Castelo Branco qui a renversé João Goulart et la II<sup>ème</sup> République Brésilienne quelques mois auparavant n'est pas vraiment bien accueillie dans les milieux intellectuels, tout comme sa réception à Quito par les quatre membres de la junte militaire. Mais à l'heure où le général souhaitait parcourir tout le continent et le découvrir de fond en comble, pas question de boycotter le moindre État.

Certes, les discours de De Gaulle sur des thèmes comme l'indépendance de l'Amérique Latine dans la théorie (presque toutes acquises au début du XX<sup>ème</sup> siècle) comme dans la pratique (implantation durable de l'hégémonie états-unienne) ont eu un impact sur les sociétés latino-américaines, et les auront poussé à réfléchir sur la question. Il était cependant sans doute trop tôt pour convaincre les États de se détacher de la domination états-unienne. En revanche, ses allocutions sur la coopération naissante entre la France et l'Amérique Latine ont été quant à elles accueillies avec beaucoup d'enthousiasme, et laissent présager une future amitié durable. Établir un premier contact diplomatique d'État est difficile, et malgré quelques échecs, Charles De Gaulle a plutôt réussi sa mission. L'intérêt est maintenant de savoir si ces

---

1. VAÏSSE M., *De Gaulle et l'Amérique Latine*, p.118

deux premiers voyages seront les actes fondateurs d'une coopération grandissante, ou si ils resteront comme des feux de paille dans l'histoire diplomatique française.

### La traversée du désert sous Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing

À cette interrogation, Étienne Burin des Rozières apporte une réponse claire et utilise cette même expression de « *feu de paille* » pour caractériser les visites de De Gaulle en Amérique Latine<sup>1</sup>. En effet, les deux présidents qui lui ont succédé n'ont à aucun moment fait du continent leur priorité. Le constat est même pire, puisqu'ils ont totalement délaissé l'Amérique Latine au cours de leur mandat.

Élu en 1969, Georges Pompidou entendait marcher sur les traces de Charles De Gaulle. Premier ministre de 1962 à 1968, il partageait les mêmes idées que le général. Cependant, l'Amérique Latine est bien loin dans l'esprit du Président de la République, si bien qu'il décide de ne pas de s'y rendre au cours des cinq années de son mandat.

Un épisode montra le manque d'intérêt flagrant de Georges Pompidou pour l'Amérique Latine. Le 11 septembre 1973 et alors qu'il est en voyage en Chine, le Chili de Salvador Allende subit un coup d'état et Pinochet établit un nouveau régime autoritaire sur le continent. Seulement, le président français ne semble pas concerné par cet événement, et ne réagit pas publiquement. Deux semaines plus tard, il est contraint de s'exprimer lors d'une conférence de presse, suite à une question du journaliste de *L'Humanité* René Andrieu. Pompidou démontre une fois de plus une certaine condescendance vis-à-vis de l'Amérique Latine en général, reléguant cet assassinat au rang « *d'affaire intérieure* »<sup>2</sup>.

Là où Georges Pompidou souhaitait poursuivre la voie tracée par le général De Gaulle en termes de politique étrangère, Valéry Giscard d'Estaing a changé de stratégie lors de son arrivée à l'Élysée en 1974. Pour lui, la France n'était devenue qu'une « *puissance moyenne* » dont l'influence avait diminué. Sa prise de fonction intervient peu après le choc pétrolier de 1973, et les période des Trente Glorieuses touche à sa fin. Malgré l'absence de politique latino-américaine bien définie au cours de son mandat, Valéry Giscard d'Estaing instaura la formule du « *dialogue Nord-Sud* », indiquant une volonté de coopération entre les États les plus développés du Nord et ceux moins avancés dans le Sud.

Contrairement à Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing s'est rendu sur le sol latino-américain au cours de son mandat. Son voyage officiel au Brésil en 1978 dure quatre jours, et est marqué avant tout par une coopération d'ordre économique. En effet, le Président de la République signe un contrat entre la société de transport Cobec (filiale de Banco do Brasil) et le port autonome du Havre. Ainsi, le Brésil acquiert un point d'ancrage en Europe lui permettant d'exporter puis de commercialiser des produits brésiliens en Europe ou en Asie. En outre, Giscard d'Estaing et son homologue brésilien signent un accord entre l'État de Rio-Grande-Do-Sul et le groupe Alstom-Atlantique pour la construction d'une centrale thermoélectrique<sup>3</sup>. Après être passé par Rio de Janeiro, São Paulo, Brasília et Manaus, M.Giscard d'Estaing rentre en France en essuyant les critiques de bon nombre d'intellectuels l'accusant de faire du commerce avec une dictature militaire. En ouvrant la voie à une coopération économique avec l'Amérique Latine, Valéry Giscard d'Estaing complète les visites d'ordre politique

---

1. VAÏSSE M., *De Gaulle en Amérique Latine*, p.127

2. Série d'archives de l'Association Georges Pompidou

3. *Le Monde*, 9 septembre 1978

effectuées par le général De Gaulle. Malgré son maigre intérêt pour la région, le troisième président de la Vè République a tout de même eu un impact sur les relations entre la France et le Brésil.

### François Mitterrand, l'illusion retrouvée

En 1981, François Mitterrand devient le premier président socialiste de l'histoire de la Vè République. À l'inverse de ses deux prédécesseurs, il souhaite faire de l'Amérique Latine l'une de ses priorités. Comme pour le général De Gaulle, son attrait pour la région remonte à une date bien antérieure à son élection à la présidence de la France. Dès son élection au poste de premier secrétaire du Parti Socialiste, Mitterrand effectue l'un de ses tous premiers voyages au Chili, où il rencontre Salvador Allende. Il est alors grandement influencé par le journaliste et député Claude Estier, qui a effectué de nombreux voyages en Amérique Latine et le convainc de s'intéresser à la région. Il ira même jusqu'à lui servir d'interprète au cours du voyage de Mitterrand au Chili. À la suite de cette visite, il se rendit notamment à Cuba, au Mexique ou au Venezuela<sup>1</sup>.

Le début de son mandat sera ainsi marqué par un fort intérêt sur l'Amérique Latine. Un autre homme joua un rôle prépondérant dans cette activité notable : Régis Debray. Chargé des relations internationales jusqu'en 1985, Debray a un lien très fort avec l'Amérique Latine puisqu'il a combattu aux côtés du *Che*. C'est lui qui va ainsi pousser François Mitterrand à se rendre sur le continent latino-américain.

Sa première visite dans la région se fit au Mexique, au cours d'un voyage à double objectif. François et Danielle Mitterrand rencontrèrent tout d'abord le président Lopez Portillo et sa femme lors de deux jours de visite d'État à Mexico, avant de se rendre à Cancun pour une grande conférence Nord-Sud. La première étape du voyage mexicain de Mitterrand n'est pas sans lien avec la seconde, puisqu'il profite des quarante-huit heures précédant le sommet pour affirmer la nouvelle politique étrangère française en Amérique Latine. Au cours d'un discours prononcé en place publique, il salue les « *opprimés, les paysans sans terre et les résistants sans armes* » au cours d'un discours devant un monument de la Révolution mexicaine<sup>2</sup>. Cette déclaration fait suite à d'autres prises de parole au cours desquelles M.Mitterrand a ouvertement défendu les mouvements de gauche latino-américains comme les sandinistes au Nicaragua ou les révolutionnaires du Salvador. Ceci fait écho à la fameuse déclaration franco-mexicaine du 28 août 1981, sorte d'appel à la communauté internationale pour engager un processus de paix au Salvador. Mitterrand poursuivra sa politique de soutien aux mouvements de gauche en vendant des armes au régime sandiniste au cours de l'année 1982.

Son discours est bien accueilli par le peuple mexicain, lequel lui offre un important bain de foule. Le discours qu'il prononça à Cancun alla dans le sens d'un échange entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement. Le Président français expose ainsi sa volonté de voir la France contribuer au développement du Tiers Monde.

Après sa visite d'État au Mexique, M.Mitterrand dût attendre quatre ans avant de fouler à nouveau le sol latino-américain. En octobre 1985, il visite le Brésil puis la Colombie au terme d'un long voyage, accompagné par plusieurs ministres dont Roland Dumas (affaires extérieures) et Jack Lang (culture).<sup>3</sup> La visite est marquée par trois objectifs pour François Mitterrand : la reconnaissance de la nouvelle démocratie brésilienne, les affaires culturelles et les questions économiques. En étant le premier chef d'État à visiter le Brésil depuis la chute de la dictature, il se pose en fervent défenseur de la démocratie. Sa visite d'institutions telles que le Congrès national et la Cour constitutionnelle du Brésil vient renforcer

---

1. Interview de Judith Bonnin pour *Libération* le 15 décembre 2017

2. Journal télévisé de TF1, 20 octobre 1981

3. ROUQUIÉ A., *François Mitterrand et l'Amérique Latine*, p.117-137

cette optique de reconnaissance de la République. M.Mitterrand rencontre Gabriel Garcia Marquez en Colombie, et inaugure un projet de coopération culturelle avec le Brésil. Enfin, son positionnement économique est à mettre en relation avec la grave crise qui a frappé l'Amérique Latine au début de la décennie : le Brésil et la Colombie étaient frappés par une grave dette publique. Ainsi, il tente de rassurer le patronat brésilien avant de rendre une visite symbolique à l'usine Sofasa-Renault de Medellin, symbole de la coopération franco-colombienne.

Deux ans plus tard, François Mitterrand effectue une deuxième tournée latino-américaine en visitant l'Argentine, le Pérou et l'Uruguay. Là encore, cette visite s'inscrit dans un processus de reconnaissance de la démocratie, puisque le président argentin Raul Alfonsín succéda en 1983 à plusieurs années de dictature quand le régime autoritaire uruguayen fut destitué en 1984. En outre, le chef de l'État français souhaite renforcer la coopération économique entre la France et l'Amérique Latine. Alors qu'il est en Argentine, la compagnie pétrolière Total annonce qu'elle exploitera un gisement récemment découvert dans le Sud du pays<sup>1</sup>. M.Mitterrand rend également visite à une usine Renault, ce qui le conforte dans son processus de renfort des relations économiques. Il développe de plus énormément le thème de la dette, se montrant rassurant envers le peuple argentin malgré leur dette colossale. Son passage éclair au Pérou restera anecdotique, M.Mitterrand lui-même qualifiant cet épisode de « visite d'amitié ».

Son quatrième long voyage est quant à lui bien plus intéressant à analyser. Au mois d'octobre 1989, le président Mitterrand se rend au Venezuela, en Équateur et en Colombie pour sa première visite latino-américaine depuis sa réélection. Une fois de plus, il y pointe du doigt la dette qui touche encore l'Amérique Latine. Surtout, un nouveau champ de coopération entre la France et le continent va apparaître, puisqu'un accord de coopération dans la lutte contre le trafic de drogue est signé. Il se rend en Équateur puis en Colombie dans le même but, en prononçant de nouveau discours contre ce nouvel fléau. La visite de ce dernier pays ne figurait pas au programme du voyage, mais François Mitterrand profite de sa présence dans la région pour apporter son soutien au président Virgilio Barco dans sa lutte contre le trafic de drogue<sup>2</sup>.

Les visites latino-américaines de François Mitterrand furent fortement inspirées par un désir de reconnaissance des nouvelles démocraties, qui succédèrent à d'importantes dictatures. Ce n'est ainsi pas un hasard s'il n'a jamais visité le Paraguay et le Chili, les deux seules dictatures encore en place en 1989. Affaibli au cours de son mandat, il ne se rendit plus sur le continent après cette date, ayant également d'autres priorités comme la construction européenne. Il garda toutefois une bonne image en Amérique Latine, et développa de nouveaux partenariats économiques, prévenant les États des dangers d'une dette publique trop importante. Sous sa présidence, la France et l'Amérique Latine ont développé un nouveau champ de coopération, autour de la lutte contre le trafic de drogue. Cependant, l'irrégularité de sa politique latino-américaine lui fit défaut.

#### Les politiques économiques d'intérêt de Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy

Après quatorze ans de socialisme, la France bascule à nouveau à droite avec l'élection de Jacques Chirac à la présidence de la République en 1995. La politique latino-américaine de M.Chirac est claire : il

---

1. *Le Monde*, 10 octobre 1987  
2. *Le Monde*, 12 octobre 1989  
3. *Les Échos*, 9 mars 1997

souhaite continuer sur la voie tracée par François Mitterrand et renforcer les liens économiques entre la France et l'Amérique Latine. Le continent occupe une place importante dans son esprit, puisqu'il indiquera à l'occasion d'une visite en mars 1997 que le MERCOSUR est la « quatrième puissance économique », et sera la troisième « dès demain »<sup>3</sup>. Signe d'un intérêt profond, cette visite dura huit jours et fut la plus longue depuis le début de son mandat. Il se rendit au Brésil, en Argentine, au Paraguay, en Uruguay et en Bolivie ; un choix purement économique quand on sait que tous ces États hormis le dernier cité font partie du MERCOSUR créé en 1995. Le continent va mieux économiquement, est désormais dirigé par des démocraties et représente une véritable opportunité d'implantation pour de nombreuses entreprises françaises. Accompagné de nombreux chefs d'entreprises (MM.Lagardère, Monod ou Lescure entre autres), Jacques Chirac a loué le développement économique du Brésil et a appelé les chefs d'États latino-américains et européens à se réunir pour un nouveau congrès, se muant ainsi principal interlocuteur entre les deux entités<sup>1</sup>. Son escale au Paraguay lui permet d'achever le processus de reconnaissance des démocraties nouvelles, puisqu'il effectue la première visite d'État à Asuncion depuis 1964 avant de se rendre en Bolivie.

En novembre 1998, M.Chirac réalise une deuxième visite d'envergure sur le continent. Il est reçu en grande pompe au Mexique, et est le premier chef d'État étranger depuis M.Allende en 1972 à s'exprimer devant le Congrès<sup>2</sup>. Si la réception de Jacques Chirac suscite autant d'intérêt, c'est parce que le Mexique souhaite développer ses relations d'ordre économique avec l'Union Européenne. Membre de l'ALENA depuis 1994, le pays a pour ambition de s'ouvrir sur le monde de manière à ne pas dépendre uniquement des États-Unis. Le président français affirme vouloir faire de la France « l'interlocuteur privilégié » des relations entre Union Européenne et Amérique Latine<sup>3</sup>. Après deux jours au Mexique, il devient le premier président de la V<sup>e</sup> République à visiter l'Amérique Centrale. En premier lieu, il visite le Guatemala, qui vient de mettre fin à une guerre civile de trente-six ans. Il effectue ensuite une visite express d'une journée au Honduras, au Salvador et au Nicaragua afin d'affirmer le soutien de la France aux zones frappées par un ouragan à la fin du mois d'octobre. Si cette dernière visite semble être marquée par la circonstance, sa venue représente un premier contact diplomatique avec l'Amérique Centrale.

La politique latino-américaine de Jacques Chirac connut ensuite plusieurs années de vide, période durant laquelle le président français ne se rendit pas sur le continent. Il obtient tout de même gain de cause avec l'organisation de deux sommets entre l'Amérique Latine et l'Union Européenne à Rio de Janeiro en 1999 puis à Madrid en 2002. C'est également en vue d'un nouveau sommet à Guadalajara qu'il se rendit une troisième fois en Amérique Latine en 2004. Il décida ensuite de faire une nouvelle escale au Guatemala, la deuxième en six ans. Dès lors, des questions se posent : comment expliquer cette passion pour ce petit pays d'Amérique Centrale qu'aucun président n'avait visité avant lui alors qu'il n'éprouve pas un très grand intérêt pour l'Amérique Latine ? Il semble d'un point de vue logistique plus aisé de se rendre au Guatemala qu'au Chili par exemple, la proximité avec le Mexique aidant. Officiellement invité par son homologue pour apporter sa « contribution au processus de réconciliation nationale », sa visite est motivée par une rencontre avec l'activiste Rigoberta Menchu, Prix Nobel de la paix en 1992 et amie personnelle du président Chirac. On sait également que M.Chirac éprouve une « passion » pour les indiens Taïnos ayant également influencé son choix de destination<sup>4</sup>. En outre, la troisième visite d'ordre bilatérale en Amérique Latine du président Chirac s'apparente plus à un voyage d'ordre personnel qu'à une réelle nécessité diplomatique ou économique.

---

1. *Le Monde*, 15 mars 1997

2. Journal télévisé de France 3 le 12 novembre 1998

3. *Libération*, 15 novembre 1998

4. *Le Parisien*, 27 mai 2004

5. *Le Monde*, 24 mai 2006



Jacques Chirac visita une quatrième fois le continent à la fin de son deuxième mandat, en mai 2006. Cette fois-ci, le voyage au Brésil puis au Chili comporte un double objectif : économique et politique<sup>5</sup>. Depuis sa visite neuf ans auparavant, le Brésil a bien changé. L'arrivée au pouvoir de Lula en 2003 fait entrer le pays dans une nouvelle ère et l'a fait gagner en visibilité sur la sphère internationale. Considéré comme un « *partenaire stratégique* » par M.Chirac, le Brésil est un pays qui affectionne le savoir-faire des entreprises françaises. Ainsi, sa visite établit des partenariats entre le Brésil et les constructeurs Armaris (sous-marins) et Dassault (aéronautique). En outre, il affirme son soutien au pays dans sa quête d'un siège permanent à l'ONU. Sa visite au Chili entre quant à elle dans un processus plus politique. En effet, Jacques Chirac est le premier président français à visiter le pays depuis la tournée du général De Gaulle. À ce titre, il salue « *l'ancrage démocratique* » implanté au Chili. Cependant et outre cette phase de reconnaissance de la démocratie chilienne, ce voyage est l'occasion d'implanter des partenariats avec l'un des plus grandes économies du continent.

Nicolas Sarkozy montra lui aussi un intérêt inégal à l'Amérique Latine lors de voyages à but économique. Sa présidence fut marquée par une volonté de « *capitaliser avec les pays émergents* » selon Gaspard Estrada, et notamment avec les membres du nouveau G20. C'est ainsi que sa politique latino-américaine s'est majoritairement concentré autour du Brésil et du Mexique<sup>1</sup>. Sa première visite d'État sur le continent eut lieu dans le premier pays cité. En amont d'un sommet entre l'Union Européenne et l'Amérique Latine à Rio de Janeiro, il rencontre Lula durant deux jours en décembre 2008. L'objectif de cette visite est ciblé, et Nicolas Sarkozy parvient à négocier avec son homologue brésilien la vente de cinquante hélicoptères et quatre sous-marins. Le président français loue le développement du Brésil, le qualifiant de « *grand du monde* »<sup>2</sup>. C'est avec la même ambition qu'il se rend une deuxième fois dans le pays en moins d'un an, en septembre 2009. Avec une délégation composée de sept ministres, vingt-cinq chef d'entreprise et de la patronne du MEDEF Laurence Parisot, Nicolas Sarkozy conclut un accord pour la vente de trente-six avions de combat Rafale (Dassault), pour un total estimé à cinq milliards d'euros<sup>3</sup>. Oui, mais accord ne signifie pas vente, et Nicolas Sarkozy l'a appris à ses dépens lorsque le Brésil a décidé quatre ans plus tard de changer de cap et d'acheter les avions à un constructeur suédois<sup>4</sup>. Malgré cet échec (non perceptible à l'époque), cette visite a permis à la France de se positionner sur l'industrie nucléaire brésilienne via la compagnie GDF Suez. En revanche, la forme de la visite d'État qui change radicalement des précédentes. Là où ses prédécesseurs restaient plusieurs jours sur place, Nicolas Sarkozy est resté moins de vingt-quatre heures au Brésil, passant même plus de temps dans les airs (vingt-six heures) !

Entre ses deux visites au Brésil, M.Sarkozy s'était à nouveau rendu sur le continent en mars 2009, au Mexique cette fois. Ce déplacement d'abord prévu en 2008 avant d'être reporté par le président français relevait de la plus haute importance. En effet, les relations entre Paris et Mexico sont refroidies depuis « l'affaire Florence Cassez », du nom d'une ressortissante française initialement condamnée à 96 ans de prison pour enlèvement et séquestration. Conjointement au président Calderon, il annonce la création d'un « *groupe de travail juridique franco-mexicain* » pour trancher sur le sort de Florence Cassez et tente de rapatrier la détenue en France.<sup>5</sup> Sa tentative fut vouée à l'échec, et gela définitivement les relations franco-mexicaines. La pression de la France pour libérer Florence Cassez fonctionna tout de même, puisque sa condamnation fut annulée en 2013 et lui permit de regagner son pays d'origine. Malgré une période de vive tension entre les deux États qui dura jusqu'à la fin de son mandat, la gestion du cas Cassez fut une « *réussite* » pour le président Sarkozy sur le long terme.

---

1. Conférence de Gaspard Estrada à Sciences Po le 25 octobre 2018

2. *Le Monde*, 23 décembre 2008

3. *Le Figaro*, 7 septembre 2009

4. *Le Point*, 19 décembre 2013

5. *Le Figaro*, 9 mars 2009

Depuis cet acte manqué avec le Mexique, Nicolas Sarkozy n'a plus osé se ré-aventurer sur le continent latino-américain. Un nouveau signe d'une diplomatie absente et surtout très intéressée : l'Amérique Latine prenait de l'importance aux yeux de MM.Chirac et Sarkozy uniquement lorsqu'elle se transformait en partenaire commercial ou lorsqu'une ressortissante française y était détenue (il ne se rendit pourtant pas en Colombie lors de l'affaire Betancourt de 2008). Pour autant, la désintérêt de Nicolas Sarkozy n'est pas une surprise, il n'avait par exemple pas daigné se rendre au sommet entre l'Union Européenne et l'Amérique Latine de Lima en 2008, préférant y envoyer son premier ministre François Fillon<sup>1</sup>.

### **François Hollande, enfin une vraie politique latino-américaine ?**

L'arrivée de François Hollande à l'Élysée a rebattu toutes les cartes quant à la politique latino-américaine française. En se rendant près d'une dizaine de fois sur le continent en quatre ans et demi, il a inscrit l'Amérique Latine au centre de son projet. Pour comprendre cet attrait, il faut tout comme Charles de Gaulle et François Mitterrand observer le passif latino-américain de M.Hollande. Sa carrière a commencé au début du mandat de M.Mitterrand, une période au cours de laquelle l'Amérique Latine occupait une place importante dans la politique du président d'alors. La première mission qui lui fut confiée à l'Élysée fut d'ailleurs de trouver des fonds pour sauver la Maison de l'Amérique Latine. De plus et à l'instar de beaucoup d'hommes de gauche, la culture latino-américaine a énormément influencé François Hollande, proche de nombreux réfugiés politiques chiliens.

Dès son premier mois de fonction, il se rend en Amérique Latine pour deux sommets sans grand rapport avec la région : un sommet du G20 à Los Cabos (Mexique) puis un sommet sur l'environnement à Rio de Janeiro. Comme pour son prédécesseur, sa première visite d'État bilatérale eut lieu au Brésil les 11 et 12 décembre 2013. À cette occasion, le président français a signé plusieurs contrats avec le pays : exploitation de gisements pétroliers par Total, vente d'un satellite par Thalès et construction d'un réacteur nucléaire par Angra.<sup>2</sup> La volonté commune était de « resserrer les liens » fragilisés par l'imbroglio sur la non-vente du Rafale. À ce titre, la visite de François Hollande fut une réussite malgré l'échec d'une dernière tentative de vente du Rafale ; la sentence étant de l'avis de tous connue depuis 2010 et l'élection de Dilma Rousseff. De courte durée, cette visite n'a pas grand chose à voir avec celle de François Mitterrand : peu de répit et beaucoup moins de temps consacré aux affaires culturelles<sup>3</sup>. Un nouveau signe que le temps change. François Hollande retourna à une seule reprise chez le « *partenaire stratégique* » brésilien, pour la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques 2016. Une présence qui lui tenait à coeur, alors qu'il n'avait pu se rendre au Brésil pour la Coupe du Monde de football en 2014 malgré les bons résultats de l'Équipe de France.

Une des priorités de la politique latino-américaine de François Hollande était également de rétablir des bonnes relations franco-mexicaines après l'affaire Florence Cassez. Il se rendit ainsi à Mexico en avril 2014, pour commémorer le cinquantenaire du premier voyage latino-américain de Charles de Gaulle. La clôture de ces tensions diplomatiques furent actées par M.Hollande qui indiqua sur place vouloir ouvrir « *une nouvelle page* » de relations. Si la forme a bien changé, le fond de la visite présidentielle est comparable à celle effectuée par le général. La volonté de marcher « *la mano en la mano* » a été remplacée par une amitié

---

1. *Le Monde*, 16 mai 2008

2. *Le Figaro*, 12 décembre 2013

3. *Le Monde*, 12 décembre 2013

4. *Le Figaro*, 11 avril 2014

« *el corazón con el corazón* », et des relations repartant pratiquement de zéro. Parallèlement, il déclara son souhait de voir les échanges commerciaux avec le Mexique « *doubler* », et inaugura le campus franco-mexicain de l'Université aéronautique de Queretaro, montrant une nouvelle fois la coopération nouvelle entre les deux États<sup>4</sup>.

Le point majeur de la politique latino-américaine française de François Hollande eut lieu le 11 mai 2015, avec la visite du président français à Cuba. En ce jour historique, le président français fut le premier chef d'État occidental à se rendre à La Havane depuis la révolution cubaine. Cette visite s'inscrit en continuité de la décision prise par Barack Obama en décembre 2014, annonçant un rétablissement des relations diplomatiques avec Cuba. En se rendant sur l'île, M.Hollande débloque également la coopération économique entre les deux États. Le développement du numérique fait par exemple partie de la priorité de la France, avec notamment l'implantation d'Orange à Cuba.<sup>1</sup> Cette visite prend dès lors des airs de positionnement stratégique, se rendre sur le terrain permet à la France de prendre un temps d'avance sur la concurrence étrangère. En ce sens, la visite de François Hollande répond surtout à un coup de communication, montrant ainsi le rôle de grande puissance de la France.

Le président Hollande poursuit son processus de développement économique latino-américain en se rendant ensuite en Argentine, en Uruguay et au Pérou en 2016. Il se montre une nouvelle fois avant-gardiste par rapport aux autres puissances en devant le premier chef d'État reçu par Mauricio Macri. La première visite d'un président français en Argentine depuis M.Chirac en 1997 a d'abord eu un rôle politique, François Hollande rendant hommage aux victimes de la dictature militaire. Accompagné d'une vingtaine de chefs d'entreprise, il n'a toutefois pas signé d'accords économiques. Pas un souci pour le président Hollande, revendiquant l'implantation de « *deux cent cinquante entreprises françaises en Argentine, dans tous les secteurs stratégiques* »<sup>2</sup>. Avant Buenos Aires, le chef de l'État s'était rendu à Lima, une première depuis 1964. Cette fois-ci, les relations sont plus d'ordre environnemental, une sorte de remerciement à un État président de la COP21 tout au long de l'année 2015 et dont le président Humalla s'est rendu quatre fois à Paris depuis 2012. Une visite pas forcément nécessaire d'un point de vue économique, mais qui s'inscrit dans un processus de courtoisie. Cette tournée latino-américaine se termine par un passage très court (six heures) en Uruguay, juste le temps de rencontrer le président et d'aller saluer la communauté française.

François Hollande acheva son quinquennat avec une visite au Chili puis en Colombie en janvier 2017. Après avoir signé plusieurs contrats de coopération de santé, d'éducation et de recherche, le président français a profité de ce voyage pour accomplir un acte symbolique : se recueillir sur la tombe de Salvador Allende. Plus traditionnel, il visita ensuite une centrale EDF photovoltaïque implantée au Chili. Cette présence d'ordre historique mais également économique avait pour objectif de rappeler la présence française dans un des États les plus développés du continent (cinquième économie) que seuls Charles de Gaulle et François Mitterrand avaient visité avant lui. Sa visite en Colombie avait de son côté un objectif clair et précis : les accords de paix. Il rencontra ainsi des familles de victimes des conflits armés avant de visiter des zones où vivent encore les FARC. Cette première visite en Colombie depuis 1989 avait ainsi pour mission de montrer le soutien de la France dans ce processus de paix<sup>3</sup>. Ce fut également la première visite du président Hollande en Amérique Latine au cours de laquelle les questions de coopération économique ne furent pas abordées. Hasard ou non, ce fut également la dernière visite en date d'un président français en Amérique Latine.

## Conclusion

- 
1. *Le Huffington Post*, 11 mai 2015
  2. *Le Point*, 24 février 2016
  3. *Le Point*, 23 janvier 2017

En cinquante-trois ans, les visites d'État en Amérique Latine ont connu une évolution fort intéressante, et ce sur certains aspects. Les voyages présidentiels en général se sont multipliés au fil du temps, mais restent toutefois inégaux au fil des présidences. La coopération qu'avait tenté d'inculquer Charles de Gaulle lors de ses deux voyages en 1964 ne fut qu'une réussite partielle. Oui, les visites d'État en Amérique Latine ont augmenté, et affirmer le contraire serait faire preuve de mauvaise foi. Oui, la coopération voulue par le général a eu lieu, surtout d'un point de vue économique. En revanche, il semble bien compliqué de prouver que la politique étrangère française en Amérique Latine fut un long fleuve tranquille. Les irrégularités dans les visites et le peu d'intérêt éprouvé par certains présidents montrèrent bien que le continent n'a à aucun moment fait office de priorité. Loin des enjeux ayant traversé la V<sup>e</sup> République comme la Guerre Froide, la construction européenne ou la lutte contre le terrorisme, l'Amérique Latine a toujours été reléguée au second rang quand elle n'était pas ignorée.

Analyser les divergences d'intérêt et surtout d'objet de visite des présidents français en Amérique Latine fut néanmoins fort intéressant. Outre Charles de Gaulle, qui joua un rôle de chef de file dans l'approche de la politique latino-américaine, la quasi-totalité des visites sur le continent avaient avant tout des objectifs économiques. Le contraste avec les deux voyages de 1964 est ainsi frappant : là où le général de Gaulle voyageait en comité très réduit, n'importe quelle visite d'État inclue désormais la présence de nombreux patrons venus conclure des accords. Ce qui est en revanche plus répréhensible, c'est l'inégal intérêt porté par la France à l'Amérique Latine. Les présidences de Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing ou encore Nicolas Sarkozy ignoraient totalement ce continent. Il semble difficile de faire de François Mitterrand un partisan d'une politique latino-américaine alors qu'il n'a pas réussi à introduire un semblant de continuité dans les relations avec le continent. Voir des pays aussi importants que la Colombie ou le Chili ne recevoir aucun président français durant plusieurs décennies successives témoignent bien au mieux d'une méconnaissance, au pire d'un mal-être palpable qui existe vis-à-vis de l'Amérique Latine.

Les perspectives pour l'avenir ne sont guère réjouissantes. Pourtant, François Hollande avait montré la voie en visitant la plupart des pays latino-américains lors d'un mandat court. Néanmoins, Emmanuel Macron ne semble pas profiter de l'ouverture sur le continent portée par son prédécesseur, comme en témoigne son absence de visite d'État en Amérique Latine depuis sa prise de fonction. La situation n'est cependant pas alarmante, François Hollande avait effectué sa première visite dans la région après un an et demi de mandat avant de se rattraper par la suite. Or, Emmanuel Macron a démontré à plusieurs reprises le désintérêt que suscitait en lui l'Amérique Latine. Il se rendra pourtant en Argentine les 30 novembre et 1er décembre prochain, dans le cadre d'un sommet du G20 évidemment. Aucune visite bilatérale n'est pour le moment prévue, et la tendance ne semble pas près de s'inverser.

## **Bibliographie :**

- ABELLARD Alain, « Jacques Chirac loue la « grande puissance économique » qu'est le Brésil », *Le Monde* du 15 mars 1997
- DE ROYER Solenn, « François Hollande dans les pas du général de Gaulle au Mexique », *Le Figaro* du 11 avril 2014
- DE ROYER Solenn, « Hollande : doubler les échanges avec le Brésil », *Le Figaro* du 12 décembre 2013
- GOMEZ François-Xavier, « Il y a une passion de la gauche française pour l'Amérique Latine », *Libération* du 15 décembre 2017
- GUISNEL Jean, « Échec du Rafale au Brésil, tout sauf une surprise ! », *Le Point* du 19 décembre 2013

- HERREROS Romain, « François Hollande à Cuba : derrière la visite historique, le réalisme économique », *Le Huffington Post* du 11 mai 2015
- JAIGU Charles, « Mexique : Sarkozy et Calderon évoquent l'affaire Cassez », *Le Figaro* du 9 mars 2009
- JEUDY Bruno, « Chirac retrouve Rigoberta », *Le Parisien* du 27 mai 2004
- JEUDY Bruno, « Sarkozy au Brésil avec 25 chefs d'entreprise », *Le Figaro* du 7 septembre 2009
- LANGELLIER Jean-Pierre, « L'absence de Nicolas Sarkozy au sommet Europe-Amérique Latine de Lima irrite les Latino-Américains », *Le Monde* du 16 mai 2008
- ROUQUIÉ Alain, *François Mitterrand et l'Amérique Latine*. Seuil, 2017. 192 pages.
- ROYO Martine, « Jacques Chirac en Amérique Latine : un essai de diplomatie économique », *Les Échos* du 19 mars 1997
- THENARD Jean-Michel, « Viva Mexico! Viva Francia! Sur les traces de De Gaulle, Chirac fait un tabac à Mexico », *Libération* du 13 novembre 1998
- VAÏSSE Maurice, *De Gaulle et l'Amérique Latine*. Presses Universitaires de Rennes, 2014. 278 pages.
- WIEDER Thomas, « De Mitterrand à Hollande, deux visites bien différentes au Brésil », *Le Monde* du 12 décembre 2013
- « Deux importants contrats ont été signés », *Le Monde* du 9 octobre 1978
- « En Argentine, la compagnie Total va exploiter les gisements offshore de la Terre de feu », *Le Monde* du 10 octobre 1987
- « François Hollande en Colombie pour une visite de deux jours », *Le Point* du 23 janvier 2017
- « Jacques Chirac en visite au Brésil et au Chili pour resserrer les liens politiques et économiques avec la France », *Le Monde* du 24 mai 2006
- « La France signe la vente d'hélicoptères et de sous-marins au Brésil », *Le Monde* du 23 décembre 2008
- « La visite de M.Mitterrand au Venezuela : un accord de coopération dans la lutte contre la drogue a été conclu avec Caracas », *Le Monde* du 12 octobre 1989
- « Visite de François Hollande en Argentine, terre d'opportunités économiques », *Le Point* du 24 février 2016